

Résolutions adoptées

Point 6 Présentation du document *Une profession engagée ! – Rapport du comité exécutif*

Que le congrès fédéral reçoive le document *Une profession engagée ! – Rapport du comité exécutif de la FNEEQ (CSN)*.

Point 10 Rapport des activités de la fédération

Que le congrès fédéral reçoive le rapport des activités de la fédération.

Point 11 Amendements aux statuts et règlements

Que le congrès fédéral adopte les amendements aux statuts et règlements proposés par le bureau fédéral, en modifiant les articles suivants :

- l'article 5.06.02.01 comme suit : *(les modifications sont en gras et en italique)*

« 5.06.02.01

Le bureau fédéral compte **14** personnes déléguées en provenance des regroupements. Chaque regroupement a droit à un nombre de membres du bureau fédéral déterminé selon le tableau suivant :

Regroupement cégep :	8 membres
Regroupement privé :	2 membres
Regroupement université :	4 membres

Cette représentation tient compte de la taille de chaque regroupement à l'intérieur de la fédération. »;

- l'alinéa 8 de l'article 3.05 comme suit
« 3.05
8. il procède à l'élection des délégué-es à la coordination *désignés par les* regroupements. »;
- le sous-alinéa 1.2 de l'article 5.05.01 comme suit :
« 5.05.01
1.2 il reçoit et étudie au besoin les rapports des comités *et des regroupements.* »;
- l'article 7.06 comme suit :
« 7.06 Le quorum de la réunion du comité de coordination est de 5, *dont au moins 3 membres du comité exécutif.* »;

et *en transférant* les mandats apparaissant aux sous-alinéas 4, 5, 6 et 9 de l'alinéa 7.04.01 de l'article 7.04 – POUVOIRS ET DEVOIRS du Chapitre 7 – COMITÉ DE COORDINATION au Chapitre 5 – BUREAU FÉDÉRAL.

Point 13 États financiers vérifiés

13.1 *Fonds général*

Que le congrès fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances et adopte les états financiers vérifiés au fonds général au 31 décembre 2005.

13.2 *Fonds de négociation*

Que le congrès fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances et adopte les états financiers vérifiés au fonds de négociation au 31 décembre 2005.

13.3 *Fonds d'administration des ristournes d'assurances*

Que le congrès fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances et adopte les états financiers vérifiés au fonds d'administration des ristournes d'assurances au 31 décembre 2005.

Point 14 Une profession engagée ! – Orientations

14.2 *Éducation, mondialisation et solidarité internationale*

Recommandation n° 3 : Éducation, mondialisation et activités internationales

Que le congrès fédéral recommande à ses syndicats affiliés et aux différentes instances de la fédération :

- d'intensifier le travail de sensibilisation et de mobilisation en ce qui concerne les enjeux associés à la commercialisation en éducation, entre autres en faisant écho aux déclarations en éducation auxquelles la FNEEQ a adhéré lors du 3^e Sommet des peuples des Amériques à Mar del Plata en novembre 2005 et lors de la conférence trinationale pour l'éducation publique d'Oaxaca en avril 2006, qui vont dans le même sens que les positions adoptées par la FNEEQ depuis 2001 à ce sujet;
- de s'opposer, en conséquence, à tout mandat aux négociateurs du gouvernement du Canada dans le cadre des discussions sur l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) visant une plus grande déréglementation intérieure qui remettrait en question la souveraineté des gouvernements de légiférer, en particulier en matière de services publics et d'éducation, et qui ouvrirait plus largement à la concurrence étrangère les établissements d'enseignement publics et privés du Québec et du Canada;
- de demander à ses représentantes et ses représentants de participer aux activités et campagnes visant à exercer des pressions en ce sens, auprès du gouvernement du Québec et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, auprès du Conseil des ministres de l'Éducation des provinces canadiennes et auprès des négociateurs du gouvernement du Canada, sur ses propres bases ou dans le cadre des coalitions mises sur pied au Québec, au Canada comme à l'échelle internationale, en particulier à travers les instances de l'Internationale de l'Éducation;
- de demander aux responsables politiques de la FNEEQ d'établir un plan de travail visant à optimiser la contribution de l'ensemble des syndicats, des instances et des comités de la fédération, dans le respect de leurs responsabilités et de leur mandat propre, selon les disponibilités des moyens financiers et à partir d'un partage plus précis des responsabilités basé sur les balises suivantes :
 - § soutien au réseau des responsables syndicaux à l'action internationale par le comité action internationale;
 - § suivi des positions de l'Internationale de l'Éducation par le comité école et société et le bureau fédéral.

Recommandation n° 4 : Campagne de soutien à l'accessibilité à l'éducation des femmes afghanes

Que le congrès fédéral invite ses syndicats affiliés, en collaboration avec ceux du Conseil central du Saguenay–Lac-Saint-Jean, hôte de notre congrès, à appuyer, pour l'année 2006-2007, la campagne CSN de solidarité pour les Afghanes afin de continuer de leur assurer un meilleur accès à l'éducation, en faisant la promotion de la vente d'un objet de solidarité auprès de leurs membres.

Recommandation n° 5 : Campagne sur le commerce équitable et la consommation responsable

Que le congrès fédéral demande à tous les syndicats de poursuivre, dans le cadre de la campagne confédérale, celle que nous avons amorcée au dernier congrès de la FNEEQ sur le commerce équitable, en particulier en mettant en avant les moyens suivants :

- poursuite de la présentation d'informations concernant le commerce équitable comme alternative concrète à la mondialisation néolibérale et comme contribution à l'édification d'un système social et économique plus juste, plus responsable et plus respectueux de l'environnement;
- poursuite des interventions au sein des institutions d'enseignement, auprès des responsables et des fournisseurs de café et d'autres produits de consommation pour que soient offerts des produits du commerce équitable lorsque de tels produits existent;
- soutien, dans ce cadre, aux produits dont la main-d'œuvre nécessaire à leur fabrication est syndiquée;
- soutien aux initiatives de covoiturage au travail et inclusion de cette alternative de transport dans le cadre d'une politique institutionnelle soucieuse de l'environnement;
- soutien aux initiatives prises à ce sujet par les conseils centraux.

14.4 Action et éducation politiques

MOTION DE RÉFÉRENCE AU BUREAU FÉDÉRAL DE LA RECOMMANDATION N° 7 : ACTION ET ÉDUCATION POLITIQUES

Recommandation n° 7 : Action et éducation politiques

Que le congrès fédéral :

- dénonce la loi 43 (ancien projet de loi 142) comme étant antidémocratique et autoritaire, parce qu'elle impose :
 - § un appauvrissement à l'ensemble des travailleuses et des travailleurs du secteur public québécois;

- § la conclusion d'une entente qui constitue un recul dans les conditions de travail des enseignantes et des enseignants de cégep;
- § des pouvoirs démesurés aux directions d'établissement qui leur permettent d'appliquer une multitude de pénalités aux salarié-es du secteur public et à leur syndicat en vue de museler le mouvement syndical;
- considère que ce coup de force vise non seulement les salarié-es, mais constitue un élément stratégique majeur pour réduire la place et la qualité des services publics au Québec;
- demande à tous les partis politiques de s'engager à tout mettre en œuvre pour que l'Assemblée nationale du Québec abroge la loi 43 dans les meilleurs délais;
- demande à ses représentantes et ses représentants et à tous les syndicats :
 - § de poursuivre le combat pour l'amélioration des conditions de travail des enseignantes et des enseignants en menant les batailles sectorielles nécessaires pour assurer les conditions d'une libre négociation des conventions collectives;
 - § de contribuer à l'effort d'éducation politique engagé par la CSN, en proposant dans les établissements d'enseignement, sur nos propres bases ou en alliance, des assemblées ou toute autre activité qui participent à mettre en relief une autre façon de concevoir la société québécoise;
 - § de promouvoir, de soutenir et de participer, le cas échéant, à tout projet de rassemblement des mouvements syndicaux et sociaux, que ce soit sous la forme d'états généraux, de forum social ou de tout autre projet, qui constituerait un moment de renforcement d'une action commune dans le contexte politique préélectoral;
 - § de souscrire et de s'inscrire, dans cette perspective, dans les initiatives des conseils centraux prises dans le cadre de la campagne de la CSN à ce sujet.

AMENDEMENT

Au quatrième sous-paragraphe, d'ajouter entre ses 1^{er} et 2^e alinéas le nouvel alinéa suivant :

- § de continuer à promouvoir la construction d'une alternative politique progressiste, en rupture avec les partis ayant soutenu ou soutenant des positions néolibérales (PQ, PLQ, ADQ);

MOTION DE RÉFÉRENCE AU CONSEIL FÉDÉRAL

Que l'on réfère les recommandations n^{os} 1, 2, 6 et 8 du point 14. *UNE PROFESSION ENGAGÉE ! – ORIENTATIONS* qui n'ont pu être traitées lors du présent congrès fédéral au conseil fédéral, à savoir :

« 14. *UNE PROFESSION ENGAGÉE ! - ORIENTATIONS*

14.1 *Vie syndicale et développement de la fédération*

Recommandation n^o 1 : Vie syndicale

Que le congrès fédéral recommande aux syndicats affiliés et aux différentes instances de la fédération :

- de poursuivre les efforts engagés dans le dernier mandat en vue d'assurer le renouvellement des équipes syndicales et en vue d'améliorer la vie syndicale ainsi que le fonctionnement démocratique des syndicats et de la fédération;
- d'accorder une priorité à l'accueil et à l'intégration des nouveaux membres dans les syndicats, des nouveaux syndicats et des nouveaux membres des comités exécutifs des syndicats en développant :
 - § l'information sur les positions et les activités de la fédération et de ses regroupements à travers les mécanismes existants, et en poursuivant un projet de pochette de bienvenue aux nouveaux membres, adaptée aux réalités des regroupements;
 - § des activités de formation, entre autres sur le plan de la mobilisation et de la négociation, adaptées aux enjeux auxquels font face les syndicats, en coordonnant mieux ces activités aux autres programmes de formation à la CSN et dans les conseils centraux;
 - § des activités de réflexion et de débat qui présentent les différents enjeux qui interpellent le monde syndical et le monde en éducation, notamment les débats sur la vie professionnelle;
 - § un outil propre à la fédération qui alimente la réflexion des syndicats sur les différentes manières d'améliorer la vie syndicale;
 - § une histoire de la fédération qui porte sur les luttes et les combats de la fédération et des regroupements en vue de sa publication pour le 40^e anniversaire de la fédération;
- de prendre les moyens pour que les enseignantes et les enseignants à statut précaire puissent participer de manière pleine et entière à tous les aspects de la vie syndicale;

- de viser à améliorer les clauses de libérations syndicales.

Recommandation n° 2 : Syndicalisation des auxiliaires d'enseignement et de recherche

Que le congrès fédéral exprime son soutien à la lutte des étudiantes et des étudiants salariés pour se constituer des syndicats autonomes et mandate ses représentantes et ses représentants, avec l'appui de l'Association des étudiantes et des étudiants diplômés employés de l'Université McGill, d'organiser une rencontre nationale de délégations de militantes et de militants étudiants salariés en campagne pour l'organisation de syndicats CSN dans les établissements universitaires, avec la possibilité de définir des perspectives d'organisation sectorielle propre aux étudiantes et étudiants salariés.

14.3 Une éducation pour tout le monde

Recommandation n° 6 : Une éducation pour tout le monde

Que le congrès fédéral :

- réaffirme l'importance d'un réinvestissement massif dans tous les secteurs de l'éducation et demande à ses représentantes et représentants ainsi qu'à ses syndicats affiliés de diffuser et de défendre dans les débats publics les moyens d'y arriver, notamment en matière de fiscalité;
- demande aux syndicats et aux différents regroupements et instances concernés de participer à toute action ou campagne visant un meilleur financement de l'enseignement, notamment à l'occasion de la bataille sur les transferts fédéraux en éducation postsecondaire et du débat sur le financement du système d'éducation que pourrait lancer le gouvernement québécois;
- réaffirme l'importance capitale du soutien aux établissements d'enseignement dans les régions du Québec et invite ses représentantes et représentants et ses syndicats affiliés à militer activement afin d'assurer l'accessibilité à l'enseignement supérieur sur tout le territoire;
- exprime sa ferme opposition à l'introduction de droits de scolarité au cégep, réitère son opposition à toute hausse des droits de scolarité à l'université et demande à ses représentantes et représentants ainsi qu'à ses syndicats affiliés d'intervenir en ce sens dans le cadre d'un débat sur le financement du système d'éducation que pourrait lancer le gouvernement québécois;
- affirme que, de manière générale, la mission d'éducation auprès de la jeunesse québécoise doit être équitablement prise en charge par toutes les écoles;
- réclame qu'en conséquence, la sélection des élèves à l'entrée pendant la scolarité obligatoire soit progressivement éliminée au privé comme

au public, au profit du développement d'une dynamique éducative permettant de prendre en compte, dans toutes les écoles, l'intégralité de la personne de chaque élève et de permettre ainsi l'épanouissement de son plein potentiel;

- invite tous ses syndicats à inscrire leurs interventions et leurs efforts de sensibilisation dans cette perspective;
- demande au gouvernement de modifier le régime pédagogique pour que la diversification des voies ne puisse commencer avant la fin de la troisième secondaire.

14.4 *Action et éducation politiques*

Recommandation n° 8 : Action et éducation politiques

Que le congrès fédéral demande à la FNEEQ de réitérer son ouverture et son intérêt à une unification des forces syndicales collégiales sur la base d'une affiliation à la CSN, une centrale multisectorielle.

Point 16 Questions de privilège

Recommandation n° 1 : en solidarité avec le peuple palestinien

Que le congrès fédéral :

- dénonce l'hypocrisie des gouvernements occidentaux qui prétendent défendre la démocratie électorale, sans être prêts à en assumer les résultats dans leurs actions internationales, actions toujours centrées sur leurs intérêts spécifiques;
- dénonce la décision du gouvernement Harper de supprimer l'aide économique à l'Autorité palestinienne, ce qui a un impact catastrophique sur les conditions de vie du peuple palestinien;
- exige le rétablissement immédiat de cette aide économique;
- mandate la FNEEQ pour participer à toute mobilisation jugée pertinente en vue de rétablir cette aide économique et d'appuyer la lutte du peuple palestinien pour sa survie et sa dignité.

Recommandation n° 2 : en solidarité avec la lutte contre l'homophobie

Attendu que l'homophobie est définie comme une attitude ou un sentiment négatif, un malaise ou une aversion envers les personnes homosexuelles ou envers l'homosexualité en général;

Attendu que de nombreuses personnes sont régulièrement victimes d'actes homophobes et que même de simples remarques ne sont pas sans conséquence;

Attendu que l'homophobie a des effets dévastateurs sur le processus d'identité des jeunes gais et lesbiennes et qu'elle affecte leur développement;

Attendu que l'homophobie est un fléau encore trop répandu dans la société et que le milieu du travail n'échappe pas à cette réalité;

Attendu la création du Réseau des alliés-syndicaux – CSN et la tenue de *Worker's Out 2006* du 26 au 29 juillet prochain à Montréal :

Que la FNEEQ poursuive la lutte contre l'homophobie, notamment par un appui à la *Journée nationale de lutte contre l'homophobie*, en faisant la promotion auprès de ses syndicats affiliés des activités proposées par la CSN, soit le Réseau des alliés-syndicaux – CSN et de la Conférence internationale *Worker's Out 2006*.

En solidarité avec le Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Lallemand – CSN, le Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Métro Varennes – CSN et le Syndicat des maîtres de français langue seconde de l'Université Laval – CSN

Que le congrès fédéral appuie la lutte du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Lallemand – CSN, celle du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Métro Varennes – CSN et celle du Syndicat des maîtres de français langue seconde de l'Université Laval - CSN, leur octroie un don de 1 000 \$ chacun et invite ses syndicats à appuyer leur lutte et à leur verser une contribution financière.

Campagne de Amnistie internationale

Que le congrès fédéral appuie la campagne de Amnistie internationale contre le travail des enfants en appuyant le contenu de la pétition qui circule.

Appui à l'Association of University Teachers, Royaume-Uni

Que le congrès fédéral donne son appui à la lutte de l'Association of University Teachers et exprime sa solidarité avec l'ensemble de ses membres.

En solidarité avec le peuple afghan

Que le congrès fédéral :

- dénonce ce tournant dans la politique étrangère du Canada et son assujettissement à celle des États-Unis d'Amérique,
- demande le retrait immédiat des forces armées canadiennes d'Afghanistan de l'Opération liberté immuable,

- et mandate le comité exécutif de la FNEEQ pour qu'il intervienne auprès du Bloc Québécois afin que celui-ci fasse de même, conformément au vœu de la population du Québec.

Point 20 Prévisions budgétaires

Recommandation n° 1

Que le congrès fédéral reconsidère la décision du congrès de 1997 à l'effet que la cotisation de la fédération soit répartie de la façon suivante :

- 0,4 au fonds général;
- 0,1 au fonds de négociation.

Recommandation n° 2

Que le congrès fédéral adopte les prévisions budgétaires 2006-2008 au fonds général.

Recommandation n° 3

Que le congrès fédéral adopte les prévisions budgétaires 2006-2008 au fonds de négociation.

Recommandation n° 4

Que la cotisation fédérale soit répartie comme suit :

- 0,42 au fonds général;
- 0,08 au fonds de négociation.

Nouvelle recommandation

Que l'on fasse des vérifications pour revoir les règles de contrôle interne et vérifier leur application au regard principalement des frais de déplacement, de séjour, téléphoniques et autres postes présentant des dépassements de plus de 20 %.

Nouvelle recommandation

Que le comité de surveillance des finances, aidé de la trésorerie, présente dans son rapport au congrès, des explications détaillées sur les causes des dépassements et des pistes de solution qui n'aient pas nécessairement pour effet de hausser les budgets.

Nouvelle recommandation

Que le congrès fédéral mandate le bureau fédéral pour réexaminer les dispositions relatives au paiement des provisions de congé des personnes membres du comité exécutif.

Recommandation n° 5

Que le congrès fédéral consente à ce qu'une somme maximale de 72 000 \$ soit prise à même le surplus accumulé au 31 décembre 2005 pour participer au règlement visant à dédommager des membres des syndicats pénalisés par la loi 111 et dont des griefs valides et déposés ont, par la suite, été retirés.

MOTION DE RÉFÉRENCE DE L'AMENDEMENT À LA RECOMMANDATION N° 5, CI-DESSOUS, AU REGROUPEMENT CÉGEP :

Que l'on ajoute à la fin : « et qu'il mandate ses représentantes et représentants pour demander à la CSN de revoir le dossier concernant les syndicats qui demeurent pénalisés.

Point 21 Dons

Que le congrès fédéral adopte le don suivant :

§ *Institut de coopération
pour l'éducation des adultes (ICEA) 1 000 \$*

Point 25. Signature des effets de commerce

Que les personnes autorisées à signer les effets de commerce de la fédération soient Ronald Cameron, Caroline Senneville, Marie Blais et Jean Trudelle.